GAZETTE DES TRIBUNAUX,

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE

18 fr. pour trois mois ;
36 fr. pour six mois ;
72 fr. pour l'année.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

ON S'ABONNE A PARIS,
AU BUREAU DU JOURNAL,
Quai aux Fleurs. 11.

Les Lettres et Paquets doivent être affranchis.

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR DE CASSATION (chambre criminelle).

(Présidence de M. le comte de Bastard.)

Audience du 23 septembre 1837.

Lorsqu'un individu est condamné à-la-fois pour escroquerie et pour vagabondage, doit-on, indépendamment de la peine de l'escroquerie, lui appliquer celle de la mise en surveillance spécialement établie contre le délit de vagabondage par l'art. 271 du Code pénal? (Oui.)

N'est-ce pas là un cumul de peine interdit par la loi? (Non.)

Ainsi jugé sur les conclusions conformes de M. Hébert, avocat-général. Nous rapporterons le texte de cet arrêt.

Dans la même audience, la Cour a confirmé, en cassant un arrêt de la Cour royale d'Aix, sa jurisprudence résultant d'un arrêt rendu en audience solennelle, le 8 avril 1837, et d'après laquelle la peine de la mise en surveillance doit toujours être prononcée contre le mendiant ou le vagabond, quelles que soient les circonstances atténuantes existant en sa faveur.

Bulletin du 23 septembre 1837.

La Cour a rejeté les pourvois :
1° De Narcisse-Etienne Portier, condamné par la Cour d'assises du département d'Eure-et-Loir à 10 ans de reclusion, pour attentat à la pudeur avec violence, sur des jeunes filles âgées de moins de 11 ans;

2° Celui de Françoise Perrachon, veuve Claude Brachet, soutenu par M. Morin, son avocat, contre un jugement rendu sur appel par le Tribunal correctionnel de Bourg, qui la déclare coupable d'avoir lacéré ou détruit un titre, délit prévu par l'art. 439 du Code pénal, et en conséquence l'a condamnée à 150 fr. de dommages-intérêts envers le sieur Bortat, partie civile, intervenant par le ministère de M. Roger, son avocat.

Ont été déclarés non recevables dans leurs pourvois à défaut de consigner l'amende et de justifier de leur mise en état, conformément aux art. 420 et 421 du Code d'instruction criminelle :

1° Charles-François Legigand, condamné à quinze jours de prison comme coupable de diffamation, par arrêt de la Cour royale de Paris, chambre des appels de police correctionnelle, du 16 août dernier;

2° Pierre-Simon Pouillon, condamné à quinze jours de prison, par la Cour royale de Grenoble, chambre des appels de police correctionnelle, pour abus de confiance, prévu par les art. 408 et 406 du Code pénal.

(Présidence de M. le baron de Crouseilles).

Audience du 19 août 1837.

OUTRAGES ENVERS LE PRÉSIDENT D'UN COLLÈGE ÉLECTORAL.

Quelle est la législation pénale applicable aux prévenus d'outrages envers le président d'un collège électoral?

Sur une plainte portée par le maire d'Auch, le 5 décembre 1836; M. A. R... et M. T. B..., domiciliés en ladite ville, ont été traduits devant le Tribunal correctionnel, pour outrages par eux commis envers le président du collège électoral dans l'exercice de ses fonctions.

Par jugement du 14 janvier 1837, ce Tribunal a relaxé le sieur B... de la prévention contre lui dirigée, et a déclaré, au contraire, le sieur A... atteint et convaincu d'avoir, le 4 décembre 1836, porté la main sur le revers de l'habit du président du collège électoral du canton d'Auch, pendant qu'il présidait ledit collège, et en outre de lui avoir adressé publiquement plusieurs fois le mot canaille, ce qui constituait les délits de voies de fait et de violence légère et d'injures, prévus et punis par les articles 605 et 606 du Code du 3 brumaire an IV, et 13 et 19 de la loi du 17 mai 1819, en réparation de quoi a condamné ledit sieur R... à une amende de 50 fr., et au remboursement des frais de la procédure, liquidés à la somme de 91 fr. 40 c. au paiement desquels, ainsi que de l'adite amende, ledit R... pourra être contraint par corps.

M. R... a interjeté appel de ce jugement.

Le ministère public s'est aussi rendu appelant du même jugement, tant à l'égard du sieur B..., intimé, qu'à l'égard de M. R..., et, le 20 mai dernier, est intervenu l'arrêt de la Cour royale d'Agen (chambre correctionnelle), qui a débouté R... de son appel, le déclare coupable ainsi que B..., d'outrages et de menaces envers M. le maire d'Auch, pendant qu'il présidait l'assemblée électorale du 4 décembre dernier, et l'exercice de ses fonctions ou à l'occasion de cet exercice, et leur faisant application des art. 222 et 223 du Code pénal, 6, § 1er de la loi du 25 mars 1822, 14 de la même loi, 463, 52, 55 du Code pénal et 194 du Code d'instruction criminelle, les condamne chacun à une amende de 100 fr. et aux dépens.

Les condamnés se sont pourvus en cassation de cet arrêt et ont présenté trois moyens qu'ils faisaient résulter :

1° De ce qu'un maire présidant un collège électoral du département n'est pas magistrat, et encore moins fonctionnaire public quoique l'arrêt attaqué lui ait donné cette qualification; les fonctions municipales étant tout-à-fait étrangères à la présidence d'un collège électoral qui n'infère avec elle aucune magistrature ni fonction publique;

2° En ce que l'art. 6 de la loi de 1822 leur a été faussement appliqué;

3° Et en ce que le fait imputé au sieur B... n'est punissable d'après aucune loi.

La Cour, statuant sur le pourvoi et les moyens présentés à l'appui, a rendu l'arrêt suivant :

« Oui, M. Isambert, conseiller, en son rapport, et M. Hello, avocat-général, en ses conclusions :

« Sur le premier moyen tiré de ce qu'un maire, président d'un collège électoral, n'est pas magistrat, et encore moins fonctionnaire public;

« Attendu que les dispositions des art. 222 et 223 du Code pénal ne sont pas limitatives et ne s'appliquent pas exclusivement aux magis-

trats de l'ordre administratif ou judiciaire; que, d'après la rubrique de la section, elles s'appliquent aux dépositaires de l'autorité et de la force publique, selon les distinctions exprimées dans les articles appartenant à la rubrique du § 11 de la section 4 du chapitre 3 du titre 1er du livre III du Code pénal;

« Attendu que les présidents des assemblées électorales, légalement convoqués, lorsqu'ils sont installés en cette qualité, sont incontestablement des dépositaires de l'autorité publique, soit qu'ils doivent leur mandat aux fonctions administratives ou judiciaires dont ils sont revêtus, soit qu'ils le doivent, dans les cas déterminés par les lois, à l'élection des citoyens qui en ont reçu de la loi la mission;

« Attendu que l'art. 6 de la loi du 25 mars 1822, qui a prévu et réprimé les outrages publics faits d'une manière quelconque, à raison de leurs fonctions ou de leur qualité, à divers ordres de fonctionnaires, en a étendu l'application aux jurés et aux témoins, et aux ministres des cultes;

« Qu'ainsi, dans l'espèce, il est inutile d'examiner si le maire d'Auch, qui présidait l'assemblée électorale réunie pour l'élection de deux membres du conseil d'arrondissement, était, dans l'exercice de cette fonction, un magistrat de l'ordre administratif; qu'il suffit qu'il ait été constaté que les outrages à lui adressés avaient été commis envers le président légal d'un collège électoral; que le président est chargé du maintien de l'ordre et qu'il a droit, pour y parvenir, de requérir la force publique; et qu'il est impossible de soutenir que dans l'exercice de telles fonctions, il ne soit qu'un simple citoyen;

« D'où il suit que l'arrêt attaqué a fait à R... une juste application des peines des articles 222 et 223 du Code pénal, en réparation des outrages par paroles, gestes et menaces, dont ledit R... s'est rendu coupable envers le président du collège électoral;

« Sur le deuxième moyen, tiré de la fausse application de l'art. 6 de la loi du 25 mars 1822, et sur le troisième moyen tiré de ce que le fait imputé à B... ne serait punissable d'après aucune loi;

« En ce qui concerne A... R..., attendu qu'il est constaté par l'arrêt attaqué, qu'après la levée de la séance, ledit R... a provoqué le président du collège en duel, et s'est rendu coupable envers lui d'outrages par paroles;

« En ce qui concerne B..., attendu qu'il est également constaté par l'arrêt attaqué, que ledit B... s'est rendu coupable d'outrages par paroles envers le même président, après la levée de la séance et publiquement;

« Attendu que les outrages d'A... R... et de B... ont été justement qualifiés d'outrages commis envers le président, à l'occasion de l'exercice de ses fonctions;

« Qu'ainsi, ils étaient passibles des peines de l'art. 6 de la loi du 25 mars 1822, et qu'en appliquant ces peines l'arrêt attaqué n'a fait que se conformer à la loi;

« Par ces motifs, et attendu d'ailleurs que l'arrêt est régulier dans sa forme;

« La Cour rejette le pourvoi de R... et de B..., et les condamne à l'amende. »

COUR ROYALE DE POITIERS (appels correctionnels).

(Correspondance particulière.)

PRÉSIDENT DE M. LEYDET. — Audience du 28 août.

CHOSE JUGÉE. — Non bis in idem.

L'individu acquitté par le jury d'une accusation d'infanticide ne peut à raison du même fait, être traduit en police correctionnelle sous la prévention d'homicide involontaire. (Art. 360 du Code d'instruction criminelle.)

Le 17 février 1837, Marguerite Nicolas comparut devant la Cour d'assises de la Vienne, sous l'accusation d'infanticide. La question soumise au jury était ainsi conçue :

« Marguerite Nicolas, accusée, est-elle coupable d'avoir, dans le cours du mois de décembre dernier, volontairement donné la mort à son enfant nouveau-né? »

La réponse du jury fut NON, et Marguerite Nicolas, acquittée, fut mise en liberté.

Par exploit du 18 août 1837, le procureur du Roi de Poitiers a fait citer Marguerite Nicolas à comparaître devant le Tribunal correctionnel de Poitiers, sous la prévention d'avoir, par imprudence, négligence ou inattention, donné la mort à un enfant dont elle venait d'accoucher. C'était à raison du même fait pour lequel elle avait déjà été poursuivie devant la Cour d'assises au mois de février précédent. M. Orillard, pour Marguerite Nicolas, a opposé à cette poursuite une fin de non recevoir tirée de l'art. 360 du Code d'instruction criminelle, et de la maxime : non bis in idem. Cette fin de non recevoir a été combattue par l'organe du ministère public.

Après des répliques fort vives, le Tribunal de Poitiers a rendu, le 24 août, le jugement suivant :

« Considérant que Marguerite Nicolas a été acquittée aux assises de la Vienne du crime d'infanticide dont elle était accusée;

« Considérant que la question soumise au jury à cette occasion était celle-ci :

« Marguerite Nicolas est-elle coupable d'avoir, dans le cours du mois de décembre dernier, volontairement donné la mort à son enfant nouveau-né? »

« Considérant que, sur la réponse négative faite par le jury à cette question, ladite Marguerite Nicolas, a été légalement acquittée.

« Considérant que la prévention dirigée par le procureur du Roi devant ce Tribunal contre la même Marguerite Nicolas, est celle d'avoir, en 1836, par imprudence, négligence ou inattention, involontairement donné la mort à un enfant dont elle venait d'accoucher;

« Considérant que les poursuites qui ont amené l'inculpée devant les assises de la Vienne et celles qui l'amènent devant ce Tribunal, sont les unes et les autres à raison du même fait, celui de la mort donnée à un enfant nouveau-né par sa mère;

« Considérant que la question complexe soumise au jury, si elle portait sur la moralité du fait (la volonté de donner la mort), portait inévitablement aussi sur le fait matériel de cette mort sans lequel le crime n'eût pas existé;

« Considérant que le jury, en donnant sa réponse négative sur cette question ainsi posée, l'a résolue dans toute la portée qu'elle avait, celle du fait matériel et de sa moralité.

« Considérant que si la moralité d'une accusation avait donné à ce fait a disparu devant la réponse du jury, le fait lui-même a disparu également,

puisque la question sur laquelle est intervenue cette réponse n'en avait fait qu'une seule et même chose;

« Considérant que la nouvelle inculpation dirigée contre Marguerite Nicolas est à raison du même fait (la mort de son enfant nouveau-né), auquel la prévention donne une nouvelle moralité (l'absence de volonté);

« Considérant que ce fait, ayant disparu avec la première moralité qui l'environnait, devant la réponse faite, sans distinction et sans réserve, à la question complexe soumise, la nouvelle moralité dont la prévention actuelle l'environne ne peut avoir la puissance de la faire revivre;

« Considérant que la défense proposée par Marguerite Nicolas, soit dans l'instruction, soit au débat, a consisté à soutenir que son enfant n'existait plus lorsqu'elle était accouchée, elle n'avait pu lui donner la mort;

« Considérant que le jury n'ayant pas eu à s'expliquer spécialement sur cette circonstance, il est possible que sa réponse négative ait été basée sur sa conviction que l'enfant de Marguerite Nicolas était mort avant qu'elle n'en accouchât;

« Considérant que si la défense de l'accusée, la position de la question et la réponse du jury laissent du doute sur la nature de la conviction qui a dicté cette réponse, ce doute ne peut être interprété qu'en faveur de cette accusée;

« Considérant que l'art. 360 du Code d'instruction criminelle veut que toute personne acquittée légalement ne puisse être reprise ni accusée à raison du même fait;

« Considérant que le législateur, par les termes dans lesquels il a formulé cette prohibition, a suffisamment manifesté l'intention de lui donner la plus grande latitude possible, puisque par le mot reprise, le plus générique qui pût être employé, on doit entendre toutes les recherches investigatoires et poursuites de la vindicte publique, et que par le mot à l'occasion, on doit entendre les rapports même les plus indirects que ces recherches ou poursuites pourraient avoir avec le fait qui aurait été suivi d'un acquittement;

« Considérant que si les nouvelles poursuites dirigées par le ministère public contre Marguerite Nicolas, à raison de la mort involontaire qui aurait été donnée par elle à son enfant nouveau-né, imprimant à ce fait une moralité différente de celle qui lui donnait l'accusation purgée par le verdict d'acquiescement, il n'en est pas moins certain que ces poursuites ont lieu à raison du même fait, la mort de cet enfant, laquelle n'a pu lui être donnée que par la même personne, dans le même moment et par le même acte, soit qu'il fût volontaire ou qu'il ne le fut pas;

« Considérant que dès-lors, il est vrai de dire que par la nouvelle prévention du ministère public, Marguerite Nicolas se trouve reprise à raison d'un fait dont elle avait été légalement acquittée;

« Considérant que cette action du ministère public, sous quelque rapport qu'on l'envisage, est également repoussée et par la décision du jury et par l'esprit et la lettre de l'art. 362 du Code d'instruction criminelle;

« Le Tribunal déclare la poursuite du ministère public contre Marguerite Nicolas non recevable.

Le même jour le procureur du Roi s'est rendu appelant de ce jugement. Le 28 août, Marguerite Nicolas a comparu devant la Cour. M. l'avocat-général Flamin a soutenu l'appel, et M. Pontois a défendu le système des premiers juges.

La Cour, adoptant ces motifs, a mis l'appel à néant et renvoyé Marguerite Nicolas des poursuites dirigées contre elle.

Il existe dans le même sens deux autres arrêts. (V. Daloz, tom. 2, 9. 2. 85 et tome 31. 2. 38.)

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

(Présidence de M. de Glos.)

Audience du 23 septembre.

VOL COMMIS AU PRÉJUDICE DE M. LE BARON DESGENETTES. — PORTÉ-FEUILLE CONTENANT DES BILLETS. — ARGENT VOLÉ. — OPPOSITION DES DEUX ACCUSÉS. — MARI ET FEMME.

Nous avons, dans le commencement de février dernier, signalé le vol reproché aux époux Martinet, domestiques depuis un an chez M. le baron Desgenettes, mort à l'âge de 76 ans médecin en chef de l'Hôtel-des-Invalides, et dont le nom est intimement lié aux souvenirs de la campagne d'Égypte. Après une longue instruction, les époux Martinet comparaissaient aujourd'hui devant la Cour d'assises sous l'accusation 1° d'avoir commis la tentative de soustraction frauduleuse d'un portefeuille contenant des billets de banque; 2° d'avoir soustrait frauduleusement, conjointement et dans une maison habitée, au préjudice de M. le baron Desgenettes dont ils étaient domestiques, diverses sommes d'argent.

Après les formalités d'usage, M. le greffier Royer donne lecture de l'acte d'accusation, d'où résultent les faits suivants :

Dans les premiers jours de janvier 1837, la baronne de Pordeval, fille du baron Desgenettes, reçut des communications sur des infidélités commises par ces domestiques, au préjudice de son père. Elle en parla à celui-ci, qui lui répondit : « Je sais bien que je suis volé. » mais lui défendit de faire des démarches à ce sujet.

Vers le 15 du même mois, le baron Desgenettes était au lit, atteint d'une grave maladie à laquelle il devait succomber bientôt. Comme sa fille était dans sa chambre à coucher, il lui remit un portefeuille en maroquin rouge et la chargea de le déposer de suite dans un bureau dit de campagne, placé dans une chambre à côté; avant de s'en dessaisir il l'avait ouvert et elle avait vu, dans un des compartiments, un paquet de billets de banque pliés ensemble et formant une masse d'une épaisseur d'un pouce environ; trois mois auparavant, il avait dit au chirurgien-major Saudan : « J'ai 8 ou 9000 fr. à placer. »

Mme de Pordeval porta de suite le portefeuille dans le bureau désigné, et le déposa dans le tiroir du milieu; elle ferma la devanture en forme de tablier, et remit immédiatement la clé à son père.

Le 2 février, vers midi, le baron Desgenettes était à l'agonie; elle alla le voir accompagnée du capitaine Scheldon. Les époux Martinet lui ayant offert de lui remettre plusieurs clés, elle les prit, et le bureau où avait été déposé le portefeuille fut d'abord visité.

Il y régnait le plus grand désordre, et le tiroir du milieu avait disparu, ainsi que le portefeuille.

Martinet montra ce tiroir par terre, dans un coin près de la cheminée. Il y avait dedans quelques papiers qu'il souleva ; mais il dit que le portefeuille n'y était point.

Comme on les pressait de s'expliquer sur cette disparition, la femme Martinet prétendit que M^{me} de Pordeval avait pris elle-même le portefeuille, et qu'elle le disait perdu pour la compromettre. Martinet fit une version différente et soutint que, dans la nuit du lundi 30 au mardi 31 janvier, le malade l'avait appelé ; qu'en se faisant soutenir par lui et par la femme Martinet, il s'était traîné jusqu'au bureau, qu'il y avait pris le portefeuille, et qu'il l'avait placé dans la poche de son habit.

Il était impossible de croire que, dans son état, le malade eût pu se lever de la sorte ; le portefeuille d'ailleurs ne fut pas retrouvé non plus dans la poche de l'habit. Le curé Desgenettes, cousin du malade, qui était survenu pendant ces explications, prit donc le parti de prévenir les autorités de l'hôtel.

Un adjudant-major plaça à 4 heures et demie deux invalides dans l'appartement du malade, avec mission de surveiller les époux Martinet. Dans la nuit du 2 au 3 février, la femme Martinet s'approcha de son maître, et le pria à plusieurs reprises de lui dire s'il avait donné son portefeuille à M^{me} de Pordeval : il ne répondit que ces mots : *Laissez-moi tranquille.*

Il mourut le 3, à sept heures moins un quart du matin. Après la mort de son maître, Martinet sortit deux fois : une première fois pour aller vider la garderobe, la deuxième fois pour aller chercher du bois à la cave. Il resta quelques minutes dehors de plus qu'il ne l'aurait dû.

Le commissaire de police arriva à une heure de l'après-midi. Interpellé de montrer le tiroir qui avait été enlevé du bureau, Martinet conduisit le commissaire dans la chambre à coucher, et le lui fit remarquer auprès de la cheminée : dans ce tiroir fut retrouvé enfin, au milieu de divers papiers, le portefeuille en maroquin rouge : il contenait neuf billets de la banque de France, de 500 fr. chacun.

Il était manifeste qu'une tentative de soustraction frauduleuse de ce portefeuille avait été faite, et que la découverte qui, la veille de la mort, avait excité les soupçons de M^{me} de Pordeval, avait seule déterminé les époux Martinet à renoncer au vol, en réintégrant les valeurs momentanément soustraites.

Martinet, dans son premier interrogatoire, laissa lui-même percer la vérité. Il dit que cinq ou six jours auparavant, à six heures du soir, il avait vu le portefeuille entre les mains de sa femme, et qu'il l'avait même battue à ce sujet.

D'autres vols d'argent sont reprochés aux époux Martinet. Quand ils entrèrent chez le baron Desgenettes, ils n'avaient, de leur avoir, que 50 fr. au plus d'économies ; leurs gages n'étaient que de 700 fr. pour eux deux, d'après la déclaration même de la femme Martinet.

Or, après le décès, on saisit dans leur chambre 405 fr. divisés en plusieurs sacs. D'un autre côté, le mercredi 1^{er} février, vers midi, la femme Martinet était descendue à la lingerie de l'hôtel, et elle avait déposé entre les mains de la femme Chéreau un sac contenant 200 fr. Elle l'avait priée de le lui garder, en disant que le baron était bien mal, et que, s'il venait à mourir, la possession de cette somme pourrait lui causer des désagréments. Le jeudi 2, elle avait fait remettre à la femme Chéreau, par l'intermédiaire d'une ouvrière de la lingerie, une autre somme de 200 fr. qu'elle prétendait lui avoir été donnée la veille au soir par son maître.

Enfin, du 10 avril au 11 novembre 1836, la femme Martinet avait à la caisse d'épargne fait des versements s'élevant à un capital de 700 francs. On ne put trouver son livret qu'elle avait fait disparaître.

On fait ensuite l'appel des témoins. M^{me} la baronne de Pordeval et M. de Scheldon sont absents.

M. Lenormant, défenseur de Martinet : Les papiers et certificats des accusés sont encore à leur domicile de la rue Saint-Dominique ; je prie M. le président de vouloir bien ordonner qu'un huissier se rende à ce domicile pour les y chercher.

M. le président fait droit à la demande du défenseur, et procède ensuite à l'interrogatoire des deux accusés.

Martinet, qui, dans l'instruction, a mis en avant plusieurs systèmes qui se contredisent, répond avec beaucoup d'hésitation. Selon lui, c'est sa femme qui se serait emparée du portefeuille, la veille de la mort du baron Desgenettes ; il l'aurait trouvé dans une armoire de la cuisine et replacé dans le tiroir qui était auprès de la cheminée. Quant à l'argent, il ne peut donner aucune explication, c'est sa femme qui le recevait, le dépensait ou le plaçait.

La femme Martinet répond, au contraire, avec une grande assurance. Elle n'a jamais pris le portefeuille ; si son mari a fait une pareille déclaration, c'est qu'il voulait la perdre. Elle prétend que l'argent que l'on a trouvé chez elle lui provenait de ses gages, de ses économies et des profits qu'elle faisait chez M. le baron Desgenettes.

On passe à l'audition des témoins.

M. l'abbé Desgenettes, curé de l'église de Notre-Dame-des-Victoires, cousin de feu M. le baron Desgenettes : Un jour que je vins voir M. le baron Desgenettes, je le trouvai fort en colère contre ses domestiques. Je n'y fis point attention, parce que je regardais cela comme l'effet de la maladie. Plus tard je vins le revoir, c'était la veille de sa mort, M^{me} de Pordeval me parla des soupçons qu'elle avait conçus au sujet de la fidélité des Martinet ; il fut question du portefeuille qu'elle avait déposé quinze jours avant dans son petit secrétaire, appelé meuble d'Égypte ; elle fit devant moi, et en présence de M. et M^{me} Scheldon, la recherche de ce portefeuille, mais il n'y était plus. Pressés de questions, les époux Martinet finirent par dire que, dans la nuit du mardi au mercredi, M. le baron Desgenettes s'était levé, et avait été soutenu par eux jusqu'au secrétaire, où il avait pris le portefeuille en question. Je leur fis observer que cela était impossible, le mardi se trouvant être le 31 janvier ; ce jour-là j'avais vu le malade, il était extrêmement faible et dans l'impossibilité de se lever. La femme Martinet me répondit : « Il l'a voulu, et vous savez que quand il veut quelque chose, il faut lui obéir. » Après avoir fait de vains efforts pour obtenir d'eux ses aveux, je me décidai à en référer à l'autorité et j'obtins de l'administration des Invalides deux hommes que je plaçai dans la chambre, avec ordre de ne pas laisser sortir Martinet et sa femme ; j'ai appris depuis que la consigne que j'avais donnée, n'avait été qu'imparfaitement exécutée.

« Enfin, le lendemain, jour du décès, le portefeuille fut trouvé par le commissaire de police dans le tiroir, auprès de la cheminée. Je fis de nouveau de questions aux époux Martinet ; le mari me paraissait troublé ; je le pris à part, et je lui dis : « Voyons, dites la vérité. » C'est alors qu'il s'écria avec énergie : « Je suis perdu ! c'est ma femme qui a pris le portefeuille. » (Mouvement.) Il ajouta qu'il avait même bousculé à raison de cela, et que, dans la nuit, ils avaient placé le portefeuille dans le tiroir où on l'avait trouvé.

« Maintenant, s'il m'était permis de parler de l'impression que m'a laissée cette scène, je dirais à MM. les jurés que Martinet m'a

semblé témoigner le plus grand repentir du vol dont il se regardait comme le complice : c'est un homme faible, qui était évidemment sous une mauvaise influence. (Nouveau mouvement.)

Un juré : Le nommé Martinet témoignait-il son repentir comme un homme qui se sent coupable ?

M. l'abbé Desgenettes : C'est l'impression qui m'est restée. (S'adressant à M. le président) : M. le président, c'est aujourd'hui samedi, c'est jour de travail pour moi, je demanderais à me retirer ?

M. le président : Les accusés s'opposent-ils au départ de M. l'abbé Desgenettes ?

La femme Martinet : Il peut bien s'en aller, je ne reconnais pas ce qu'il a dit, j'ai pas besoin de lui. (Rires.)

M. le président : Je vous invite à vous expliquer plus convenablement.

Le sieur Cliquet, invalide. Il a été placé dans la chambre de M. le baron Desgenettes la veille de sa mort, pour surveiller les époux Martinet. Pendant la nuit il a entendu la femme s'approcher du malade et lui dire : « Dites-moi si vous avez remis la portefeuille à M^{me} de Pordeval. » Il répondit deux fois avec humeur : « Laissez-moi tranquille. — Mais dites au moins oui ou non, répliqua la femme Martinet. » Il n'entendit pas la réponse qui fut murmurée.

La femme Martinet : Si c'est possible ! On prétend que j'avais pris le portefeuille, est ce que, dans ce cas, j'aurais été tourmenter ce pauvre cher homme ! (Légers rires.)

M. François Ribes, chirurgien en chef du Val-de-Grâce. Il a été souvent voir le baron Desgenettes dans ses derniers jours ; il témoigne des bons soins et du dévouement des époux Martinet.

Le sieur Jean-Pierre Joustaud, infirmier-major aux Invalides : Il y a plus de onze ans que les époux Martinet sont employés aux Invalides, jamais on n'a porté de plaintes contre eux ; et, quoi qu'on en ait dit, M. le baron Desgenettes était content de leur service. Personne ne le voyait si souvent que moi. Un jour il me dit : « On veut me faire croire que les Martinet me volent, mais je suis convaincu du contraire. (Mouvement.)

Après plusieurs autres dépositions sans intérêt, M. le président donne lecture des dépositions faites dans l'instruction par M^{me} de Pordeval et le sieur Scheldon qui n'ont point été trouvés à leur domicile ; elles confirment les faits contenus dans l'acte d'accusation.

M. l'avocat-général Glandaz soutient l'accusation sur le chef de tentative de vol du portefeuille à l'égard des deux accusés. Sur le chef relatif au vol des sommes d'argent, il abandonne l'accusation vis-à-vis de Martinet.

M. Lenormant présente la défense de Martinet, et M. Delahautière celle de la femme Martinet.

Après le résumé de M. le président, et une délibération d'une heure, MM. les jurés rentrent, déclarent Martinet non coupable sur les deux questions ; ils répondent négativement sur la question de tentative de vol à l'égard de la femme, et affirmativement, mais à la simple majorité, sur la question de vol de sommes d'argent. Il reconnaissent en outre à son profit l'existence de circonstances atténuantes.

Martinet est acquitté, et sa femme condamnée à cinq ans d'emprisonnement.

TRIBUNAUX ÉTRANGERS.

TRIBUNAL DU DISTRICT DE KAMIENIETS (PODOLIE).

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

UN MEUBLE INUTILE.

La ville de Kamieniets, ancienne place forte, jadis boulevard de la Pologne contre la Turquie, et aujourd'hui chef-lieu du gouvernement de Podolie, fut mise en émoi, dans les premiers jours de janvier, par un événement assez singulier. Un officier russe, jeune, noble et beau, était tombé ou avait sauté d'un premier étage dans la rue. Il avait eu le bonheur de ne pas se blesser, mais, dans sa chute, il avait estropié assez gravement un pauvre ouvrier valaque qui passait en ce moment.

Cet événement fut bientôt le sujet de toutes les conversations, et chacun cherchait à expliquer l'aventure. La maison d'où l'officier était tombé était une maison à un étage (chose très considérée dans le pays), située dans le faubourg Karvassary, et appartenant à un riche négociant arménien nommé Christophor, lequel, quelques mois auparavant, avait épousé une jeune Géorgienne remarquable par sa beauté. On se perdait en conjectures, lorsqu'on apprit, peu de jours après, que Christophor sollicitait auprès de l'évêque pour obtenir une séparation : et la curiosité publique s'attendit bientôt à être complètement satisfaite lorsqu'on sut que le Valaque Grodisko avait envoyé une assignation (povev) au comte Balaban, officier russe, pour obtenir de lui une réparation des blessures qu'il lui avait faites ; que de son côté le comte Balaban avait cité Christophor, lequel à son tour faisait comparaître sa femme.

L'affaire ainsi engagée devait être portée devant le Tribunal du district de Kamieniets (soud Powiatowy). Les faits connus jusqu'alors semblaient indiquer qu'il s'agissait d'une affaire criminelle, et d'après les ukases, toutes les fois qu'il y a voies de fait entre un noble et un bourgeois ou paysan, l'inquisiteur doit être fait par la police du gouvernement. Un officier de police (politsmetster), sous l'assistance du capitaine ispravnick (chef de la police), fut donc chargé d'instruire l'affaire. Les parties et les témoins comparurent devant la commission. Lorsque l'inquisiteur fut terminé, il fut envoyé au greffe de la justice du district, et jour fut indiqué pour le jugement du procès.

Dans ces sortes d'affaires les ukases impériaux permettent la publicité et autorisent devant les juges des débats contradictoires entre toutes les parties. Aussi, au jour indiqué, la salle d'audience fut-elle bientôt encombrée de spectateurs de tous les rangs et de toutes les conditions ; mais, parmi eux, on ne voyait pas de femmes, car l'usage du pays, plus sévère en cela que les réglemens, ne leur permet pas d'assister aux débats judiciaires, à moins qu'elles n'y soient appelées par la justice.

Il y en avait une cependant sur le banc réservé aux parties. C'était une femme, jeune, belle, et vêtue avec une exquise richesse. Sa taille était souple et élancée ; son teint, pour employer une expression du pays, était limpide et transparent comme le sang mêlé au lait ; ses yeux noirs et ardents brillaient d'un feu humide ; mais le public cherchait en vain à les voir, car elle les tenait continuellement baissés vers la terre et ne laissait admirer que des cils longs et soyeux, et des sourcils noirs et épais comme le velours. C'était la femme de l'Arménien Christophor. A côté d'elle, avait pris place son mari. C'était un homme robuste, quoique déjà avancé en âge : ses cheveux rares et grisonnants laissaient à découvert un front large et jauni ; ses regards perçans se promenaient tour à tour sur le public et sur les juges, mais semblaient éviter avec soin

de se porter sur un jeune officier qui, caressant une moustache vernie et retroussée, se tenait debout à sa place, sans doute pour mieux faire admirer sa taille noble et belle que, rehassaient un élégant uniforme sur lequel brillaient plusieurs décorations, et un dolman rouge gracieusement drapé sur l'épaule. Cet officier était le comte de Balaban. Enfin, un peu plus loin, on voyait un petit vieillard, gros et trapu, dont la figure, pâle comme la mort, se dessinait à peine entre les flocons d'une barbe blanche qui lui tombait jusqu'à la ceinture. Cet homme, vêtu d'une grossière switka, était le Valaque Grodisko, à peine remis de ses blessures.

Bientôt le juge (senzia powiatowy), assisté de deux sous-juges (podsenzel), agita sa sonnette, et un profond silence s'établit. Après avoir, selon l'usage, annoncé que la justice se réunissait au nom de sa majesté impériale, l'écrivain (pissurj) donna lecture de l'inquisiteur qui suit :

« Devant nous Ivan Ivanovitch Vierovkine, capitaine Ispravnik du district de Kamieniets, et Matviej Havrylovitch Sobakine, polit majster de la ville de Kamieniets, après avoir prêté serment ont déclaré :

« S. Zahor Grodi Sko, âgé de 68 ans, Valaque, né à Kicheniev, et domicilié à Kamieniets, inscrit dans les registres (skazki) de cette ville, de profession vannier :

« Le 5 janvier, je suis allé sur les bords de la Smotrytch, pour chercher des branches d'aubier afin d'achever une corbeille de cuisine pour les pères carmelites. Je cheminai par le faubourg de Karwassarg ; les larmes coulaient de mes yeux, non de chagrin, mais de froid, et j'étais obligé à chaque pas de toucher mon nez pour voir s'il n'était pas gelé ; la neige craquait et sifflait sous mes pieds, lorsque tout-à-coup... quelque chose tombe sur moi et me renverse. Dans le premier moment la frayeur me saisit, je poussai un cri, car j'croisais que c'était encore un des anges déçus que le bon Dieu envoyait à l'enfer, et qui venait s'accrocher sur moi... Bientôt je vins un homme en pantalon, en chemise déchirées, s'enfuir à toutes jambes. On l'arrêta, et puis on le relâcha. Enfin on vint à moi, on me releva et on me dit : Sois tranquille, le comte te récompensera. Je ressentis un mal horrible à l'épaule. On me porta dans ma chaumière, où je me mourais sur un grabat sans recevoir aucun secours, car ma petite fille, l'unique enfant qui me reste, ne faisait que sanglotter : je n'entendis pas plus parler du comte que je ne vois les habitants de la lune. M. Skovrogski, avocat, homme charitable, m'amena un médecin, me fit donner des soins, et se chargea de mon affaire.

« Le comte Platon Alexievitch Balaban, capitaine au régiment des hussards d'Isioum, âgé de 25 ans, né à Moscou :

« J'ai logé dans la maison du négociant Christophor. Pour utiliser mon temps, je voulais donner à mes hôtes quelques leçons de langue française et de musique. Monsieur est un homme enfoncé jusqu'au cou dans le commerce, il n'accepta pas mon offre ; mais il consentit à ce que sa femme prit des leçons avec moi. Un matin j'étais, comme de coutume, chez Madame, et je lui faisais répéter un morceau de musique, lorsque Monsieur entre brusquement, puis, animé par le vin ou par une fureur incompréhensible, il se prend de querelle avec moi, il frappe sa femme, me dépouille de mon habit et me jette par la fenêtre, comme si j'avais été un chien, un chat ou un panier d'ordure. J'ai eu le malheur de tomber sur un homme que je n'ai jamais vu auparavant, ni revu après. Voilà tout ce que je sais sur l'affaire.

« Nicolas Christophor, âgé de 56 ans, né à Erivan, en Asie, domicilié depuis dix ans à Kamieniets, patentié négociant de la première guilde (première classe), s'occupant du commerce des cachemires et bijouteries d'Orient :

« Il y a quatre ans de ça, j'ai acheté à Trébisonde une esclave géorgienne, âgée alors de 13 ans ; je lui ai donné une éducation soignée, je l'ai veillée comme un père, et pour combler mes bienfaits je l'ai épousée l'année passée au mégarid du proverbe qui dit que lorsqu'un homme n'a pas d'esprit à 20 ans, n'est pas marié à 30, et n'a pas fait fortune à 40, il est tout-à-fait fou.

« Tout allait pourtant très bien entre nous, j'avais pleine confiance dans sa conduite ; et quoique les hommes disent : « Si tu trouves la tête d'une femme morte ou celle d'un cheval mort, brides-les encore, car après la mort ce sont des animaux qui peuvent encore regimber », je n'ai pas écouté la philosophie populaire et j'ai eu tort.

« Lorsque le régiment d'Isioum arriva dans notre ville, j'ai reçu pour locataire le capitaine comte Balaban ; il est vrai qu'il m'a fait beaucoup de politesses, chose rare chez les officiers, mais il faisait les yeux doux à ma femme, et chacun de ses regards était un coup de poignard pour moi ; ma femme aussi le regardait à la dérobée. Malheureusement, je ne pouvais pas rester toujours à côté d'elle, mes affaires de commerce exigeaient des voyages. Je défendis à donc ma femme de le recevoir ; car personne ne croira que j'aie été assez simple pour consentir, comme le prétend ce Monsieur, à ce qu'il donnât des leçons à ma femme. Ma femme est très bonne musicienne : elle parle parfaitement la langue française, grâce à la bonne éducation que je lui ai fait donner. J'avais donc refusé les offres obligantes de M. le comte et enjoint à ma femme de ne pas le recevoir ; mais depuis la mère Eve, la défense pour une femme est un aiguillon de plus. Ils se voyaient donc toujours ; le public me riait au nez ; les domestiques me faisaient des demi-révérences ; enfin, je résolus de me convaincre par mes propres yeux ; je feins un voyage pour quelques jours ; je pars le soir, et à l'aube du jour je rentre à la maison ; j'entre dans la chambre ; mais que vois-je ? le capitaine causant très particulièrement avec ma femme... Ma femme cache sa tête sous la couverture... je restai stupéfait... mais bientôt la rage me rendit toute ma force... je m'élançai sur le séducteur ; je le prends entre mes bras... et je le lance dans la rue. Quant à ma femme, elle m'a avoué son crime, et je ne lui ai pas touché à un cheveu de la tête ; je me suis rendu chez notre évêque pour lui exposer mon affaire ; il m'a répondu : « Le divorce est impossible, et le repentir peut effacer la faute. Envoie-moi ta femme. » Je lui ai protesté que je ne voulais plus vivre avec elle ; mais je ne peux pas la mettre à la porte, car elle n'a ni amis, ni parents ; et de plus, le capitaine, après l'avoir séduit, n'est pas disposé à s'en charger.

« Marianne Zulma, dame Christophor, âgée de 17 ans, née en Géorgie : « Je ne sais pas ce que tout cela veut dire. Je dormais quand mon mari est rentré, et je me suis réveillée au moment où il jetait M. le comte par la fenêtre. Mon mari m'a envoyée chez l'évêque qui m'a fait dire des prières ; il faut me confesser, faire maigre, jeûner ; on m'appelle coupable, criminelle ; mais je n'y comprends rien, car je suis innocente. »

« Une femme de chambre de M^{me} Christophor : « Je suis seule coupable dans tout cela ; mais coupable seulement d'une imprudence. Je savais que M. le comte était amoureux de Madame ; plusieurs fois il m'avait priée de le laisser pénétrer dans la chambre de Madame ; mais j'avais toujours refusé, parce que je connaissais la vertu de ma maîtresse ; j'étais certaine qu'une pareille démarche ne ferait que m'attirer sa colère et n'avancerait en rien les affaires de M. le comte. Enfin, un soir il m'annonça que son régiment allait quitter la ville, qu'il était obligé de le suivre, et qu'il mourrait de désespoir s'il n'avait pas au moins la consolation d'emporter le portrait de Madame. Comment faire ? lui dis-je ; Madame ne consentira jamais à vous donner son portrait. — Oh ! me répondit-il, je sais un moyen de me le procurer sans qu'elle puisse le savoir ; je dessine assez bien ; laissez-moi entrer dans sa chambre pendant qu'elle dormira, et je tracerai à la hâte une esquisse de ses traits adorés.

« Je refusai encore ; mais enfin il me supplia tant, tant, je craignais si fort de le pousser au désespoir, et puis ce qu'il me demandait me paraissait au fond si innocent, que je consentis. Une nuit, donc, je lui ouvris tout doucement la porte de la chambre de Madame. Ma maîtresse dormait d'un profond sommeil. Il n'y avait pas deux minutes qu'à la faible clarté d'une lampe M. le comte avait commencé à dessiner, que Monsieur entra brusquement ; il se jeta comme un furieux sur M. le comte.

« Christophor : Et était-ce pour dessiner plus à son aise que M. le comte était dans un désordre de toilette aussi complet ? Cette

femme est évidemment gagnée par ma femme et par son complice. Un vieux domestique de Christophor. Aussi, vrai que le jour est blanc et que la nuit est noire, dès que mon maître sortait de la maison le capitaine y enlrait.

D'autres dépositions, encore plus explicites, ne laissent aucun doute sur la nature des relations qui existent entre le comte de Balaban et la belle Géorgienne.

Cette enquête terminée, les défenseurs Skavrogski, Grondzinski et Plognski prennent tour à tour la parole pour Christophor et le comte Balaban.

Après les plaidoiries, le juge agit trois fois sa sonnette et des soldats l'ont évacué la salle pour la délibération. Chacun attendait le jugement avec impatience. La solution de l'affaire était très difficile. Le résultat fort incertain même pour les gens du métier. Il était bien constant que le pauvre ouvrier Grodisko avait reçu le comte de Balaban sur ses épaules, qu'il avait été blessé et qu'il lui était dû des dommages-intérêts. Mais par qui ? D'abord il paraissait dur de faire supporter par le bel officier les conséquences d'un voyage aérien qu'il n'avait entrepris et surtout terminé sans parachute que contre son gré. C'était le mari qui avait jeté l'officier par la fenêtre ; dans les circonstances données il semble qu'il avait toutes les raisons du monde d'en agir ainsi; toutefois, comme il prétendait se justifier en alléguant l'infidélité de sa femme, cette excuse tenant au sacrement du mariage ne pouvait être appréciée que par les juridictions ecclésiastiques. D'un autre côté cependant on répugnait à croire que le Tribunal pût considérer comme criminelle l'action du mari.

Enfin les portes sont ouvertes et l'écrivain met fin aux conjectures et aux commentaires en lisant le jugement suivant :

« Nous, Charles Durovski, juge du district de Kamienets, Etienne Starjynski, sous-juge, Barthelemi Michalski, sous-juge, et Antoine Krzyzowski, écrivain dudit district, avons prononcé à l'unanimité : »

« Parce que le mariage étant un sacrement religieux, consacré à l'église tous différends élevés entre les époux sur cet acte doivent être jugés par la justice ecclésiastique ; »

« Parce que l'ukase de S. M. I. Paul I^{er}, de l'an 1799, dit « que tout homme a le droit de jeter par la fenêtre de sa propre maison un meuble inutile qu'il trouvera dans ladite maison, criant auparavant dans la rue trois fois : gare ! gare ! gare ! et qu'autrement il sera condamné à payer, au profit du gouvernement, une amende de 25 roubles, et les dommages à celui auquel il causera un dégât ; »

« Parce que, selon l'opinion de Nicolas Christophor, le comte Platon-Alexieievitch Balaban était un meuble tout-à-fait inutile dans sa maison, et qu'il avait tout le droit de jeter par la fenêtre, mais en criant dans la rue trois fois gare ; »

« Parce que Nicolas Christophor n'a pas crié ni trois, ni deux, ni une seule fois gare, et que, par conséquent, il a desobéi à l'ukase ; »

« Nous condamnons Nicolas Christophor à payer l'amende de 25 roubles au profit de l'Etat ; 2,000 roubles de dommages à Zahor Grodisko ; plus, 2,000 roubles pour sa guérison et les dépens de son avocat, et en sus les frais du procès ; et tout cela doit être acquitté dans le délai de 7 jours ; »

« Nous renvoyons de la plainte le comte Platon-Alexieievitch Balaban, le considérant comme meuble inutile de la maison de Nicolas Christophor ; »

« Nous renvoyons de la plainte Marianne Zulma, femme de Christophor, et nous laissons à Nicolas Christophor toute la liberté de poursuivre son procès contre sa femme devant la justice ecclésiastique »

Lorsque cette décision fut, selon le vœu de la loi, soumise à l'approbation de l'empereur, S. M. I. rit beaucoup de la manière ingénieuse dont le juge avait tranché la difficulté.

JALOUSIE ET VENGEANCE.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

BRESIL.

Rio-Janeiro, 22 juillet.

Il vient de se passer ici un événement qui a produit la plus vive sensation et dont je m'empresse de vous transmettre les détails.

On parlait beaucoup depuis quelques temps dans les cercles de la haute société du futur mariage de la marquise d'Ossara, veuve encore assez belle, et du comte Alfonso de Zuniga, jeune homme de 23 ans. On disait tout bas que cette union, mariage d'amour du côté de la marquise, était considérée par le jeune homme uniquement comme un moyen de se faire une position grâce à la fortune considérable de la femme qu'il allait épouser. Mais si le comte de Zuniga n'éprouvait pour la marquise que de l'indifférence, ce n'était pas que son cœur fût inaccessible à de tendres sentiments, et malgré les précautions qu'il prenait pour empêcher les regards et détourner les observateurs, personne n'ignorait sa passion violente pour la senora Riccardina Soarès, première danseuse du grand théâtre.

Riccardina est une jeune Portugaise dont la danse, mélange de grâce et de volupté, tourne ici toutes les têtes. Sa figure, sans être régulièrement belle, est fort jolie, et rien ne peut être comparé à l'expression vive et pénétrante de ses yeux noirs. Sa pantomime pleine de justesse, de charme et d'abandon, permet d'apprécier la parfaite beauté de ses bras et la souplesse de la taille la plus élégante. En un mot, en elle brillent réunies les qualités de Taglioni et de Fanny Elssler.

Il y a cinq jours, Riccardina devait jouer un rôle de bayadère dans un nouvel opéra, et l'on avait annoncé qu'elle danserait cette fameuse *cachucha* que j'ai eu le plaisir de voir exécuter à Paris. Le public s'était porté en foule au théâtre, et j'avais fait comme le public, curieux que j'étais de comparer Fanny Elssler et Riccardina. Elle parait : elle enlève tous les suffrages... Les applaudissements redoublent lorsque, terminant la *cachucha*, elle marche vers la rampe en accompagnant le bruit des castagnettes d'un mouvement de hanches à peine indiqué et presque imperceptible. Mais, au moment où elle saute, elle pousse un cri perçant et tombe à la renverse.

La majorité du public croit d'abord que cette interruption est dans le rôle de l'actrice ; mais les convulsions trop réelles sous lesquelles elle se tord, ses cris déchirants, apprennent bientôt qu'un accident grave est arrivé. Riccardina est emportée hors de la scène... Le rideau tombe.

En quelques minutes le bruit se répand dans le parterre et dans les loges que de l'eau-forte a été lancée sur Riccardina, et lui a fait de cruelles brûlures. On ne peut se faire une idée de la fureur qui alors transporte tous les spectateurs, fureur sans but, sans objet sur qui s'exhaler et qui par cela même redouble encore de violence. Mais l'instinct de la multitude lui dit que ce crime part de la main d'une rivale... Le nom de la marquise d'Ossara est prononcé... Elle assistait au spectacle... On se précipite vers sa loge... Elle est vide, mais on remarque, sur le velours rouge qui en garnit le bord, quelques taches jaunâtres qui annoncent l'action d'une liqueur corrosive... Plus de doute... Alors on brise les glaces de la loge, on arrache les tentures. Au milieu du tumulte, la toile se lève, le directeur paraît et confirme la fatale nouvelle. « La senora Riccardina, dit-il, est dans l'état le plus déplorable. Ses bras, son sein, sa figure sont horriblement brûlés : il y a lieu de craindre qu'elle ne soit défigurée pour le reste de sa vie. »

A ces mots, le public, saisi d'un véritable délire furieux, se livre aux actes et aux exclamations les plus extravagants. Aux cris de *venganza*, on répond par les cris *a bazo la traidora* (à bas la traîtresse). Puis à ces clameurs d'autres mêlent les cris de *viva la republica*.

Pendant ces effroyables scènes, un jeune homme était sorti précipitamment du théâtre, et s'était dirigé vers l'hôtel de la marquise d'Ossara. Il entre, traverse rapidement plusieurs pièces, et se trouve bientôt face à face avec la marquise...

Emue à cette brusque apparition, mais s'efforçant de dissimuler son trouble : « Mon cher Alfonso, lui dit-elle du ton le plus tranquille, à quelle circonstance dois-je attribuer le bonheur de vous voir ? »

Le comte la regarde avec des yeux où étincelle la fureur, il veut lui parler, mais ses lèvres se contractent, et il ne peut prononcer un seul mot.

— Vous êtes malade, senor, dit enfin la marquise.

— Et Riccardina Soarès ? murmura le jeune homme en grinçant des dents.

— Riccardina ! dit la marquise en souriant, es una niña de tanto merito que el publico jamas podra agradecerla como debe. (C'est une jeune personne de tant de talent, que le public ne pourra jamais l'apprécier autant qu'elle mérite de l'être.) Et la marquise va se jeter nonchalamment sur son divan.

Alfonso l'examine encore quelques instans en silence ; puis tout-à-coup, d'une voix terrible : « D'où viennent, senora, ces taches sur votre robe ? Pourquoi cette robe est-elle brûlée ?... Vous le niez en vain : ces taches vous accusent... C'est vous qui avez commis le crime ! »

— Eh bien ! dit la marquise, épouvantée par le son de voix et par les regards furieux du comte, eh bien, oui... mais si c'est un crime, c'est le crime de l'amour ! Et lui tendant les mains, elle s'efforce de l'apaiser. Mais le comte, que cet aveu conduit au paroxysme de la rage, saisit un coussin, en couvre la tête de la marquise et la comprime violemment. La malheureuse, en se débattant, renverse une petite table chargée de quelques vases de fleurs : on accourt ; le comte s'enfuit éperdu. Bientôt la force armée arrive ; un médecin, appelé sur-le-champ s'efforce en vain de rapeler la marquise à la vie...

Le comte Alfonso de Zuniga a été saisi à son domicile et conduit en prison.

On a peu d'espoir de sauver Riccardina Soarès. Le corrosif a attaqué l'artère jugulaire et il s'est formé comme un anévrysme qui d'un moment à l'autre peut lui donner la mort si une opération que l'on va tenter et qui est fort dangereuse ne réussit pas.

CHRONIQUE.

DÉPARTEMENTS.

TOULON, 19 septembre. — Le capitaine Napoléon Bertrand a comparu hier devant le Conseil de guerre, sous la prévention d'insulte envers le colonel commandant la place de Toulon, et de rébellion envers la garde. Nous avons rapporté dans nos numéros des 1^{er} et 2^o août dernier, les faits qui avaient donné lieu à cette poursuite. Sur la plaidoirie de M^e Colle, qui, d'après les faits de la cause, a établi que le jour où le sieur Bertrand s'était livré aux actes à raison desquels il a été arrêté, il était réellement malade et avait le transport au cerveau, M. Napoléon Bertrand a été acquitté.

— On lit ce qui suit dans la *Revue du Havre* :

« Une commune voisine du Havre vient de perdre son curé. Si l'on en juge par un procès en diffamation récemment intenté par ce pasteur à quelques-unes de ses ouailles, il ne vivait pas en très bonne intelligence avec ses paroissiens. Ce curé, si peu regrettable, a donné, en quittant la commune de... un de ces scandales qui trouvent peu de gens disposés à en excuser les auteurs. Admis dans la maison d'un marguillier, le prêtre aurait, si l'on en croit la rumeur publique, reconnu l'hospitalité qu'il y recevait par la plus déloyale ingratitude. »

« Le marguillier, trop confiant en l'habit ecclésiastique, n'a pas, dit-on, exercé une surveillance assez active sur sa fille, jeune personne élevée aux Ursulines de Havre, et fiancée à un habitant de cette ville, qu'elle devait épouser prochainement. Il est résulté de ce manque de prudence une séduction d'abord, puis un rapt dont on accuse le curé, attendu qu'il a disparu de la commune en même temps que la fille du marguillier, et que vainement depuis huit jours on cherche les traces des deux fugitifs. Le curé de... est un jeune prêtre récemment sorti du séminaire, qui vient de fournir un très bon argument contre le célibat forcé des prêtres de l'église catholique. »

— CAEN. — Le 6 juillet, la ville de Saint-Lô fut effrayée par un horrible événement : une mère assassina sa jeune fille, âgée de 10 ans, en la précipitant par une fenêtre du troisième étage sur le pavé ; elle se dirigea aussi dans la même nuit, à deux reprises, vers le lit de son fils qu'elle frappa avec un couteau, et qui ne dut son salut qu'à sa résistance. La veuve Mesnil, arrêtée, rejeta son crime sur son fils, et elle prétendit que les coups qu'elle lui avait portés étaient le châtiment de sa coupable action. Traduite aux assises, l'accusée avoue son double crime, ainsi qu'elle l'avait fait déjà dans un deuxième interrogatoire ; sa jeune fille avait d'ailleurs déclaré, avant d'expirer, que c'était sa mère qui lui avait donné la mort. Comment croire que celle qui, sans motif, a pu oublier les lois de la nature, ne fût pas alors atteinte d'aliénation mentale ? Tout, dans la cause, permettait à la défense d'invoquer ce moyen de salut : la conduite extravagante qu'elle menait depuis long-temps, l'impassibilité avec laquelle elle contemplait le cadavre inanimé de sa fille bien-aimée, et les propos incohérens de la malheureuse mère : « Je mourrai bientôt, mais mon fils et ma fille mourront avant moi ! » qui, la veille de ce déplorable événement, disait : « Fabien mourra le premier, ma fille la seconde et moi ensuite ; demain il y aura trois enterremens chez moi !... »

Les médecins de St-Lô, que cette femme a consultés avant son malheur, avaient tous remarqué quelque chose d'étrange en elle, et leurs observations fortifiaient le système adopté par M^e Savary, défenseur de la veuve Mesnil. Le jury n'a pu croire qu'une femme, jusque-là bonne mère de famille, soit ainsi devenue tout-à-coup criminelle, et un verdict d'acquiescement l'a rendue aux soins que réclame son horrible position.

PARIS, 23 SEPTEMBRE.

M. Collin, commissaire attaché à la Préfecture de police, vient d'être nommé commissaire de police, en remplacement de M. Saunier-Desfort, décédé.

— Jean Pivot a vu la Moskowa, la Bérésina, il s'est chauffé à l'incendie du Kremlin et a eu la plante des pieds gelée à la grande re-

traite. Aujourd'hui c'est un pauvre vagabond, sans pain, sans vêtements, sans asile. Comme un grand nombre de débris de la vieille armée de l'Empire, Pivot s'est trouvé réduit à la misère la plus profonde, lorsque la paix de 1815 est venue lui donner son congé. Vieux avant l'âge, et déjà cassé, habitué à la vie des camps, il n'a pu se plier à la pénible et laborieuse condition de l'ouvrier ou du simple journalier. Il a vécu au jour le jour, exploitant la pitié qu'inspirait sa misère, tirant des carottes de longueur aux conscrits qui avaient de quoi, tantôt bien, tantôt mal, voyant chaque jour amener son pain, ses bons momens, ses privations, ses plaisirs et ses misères. Il est aujourd'hui inculpé de vagabondage.

A l'appel de son nom, il porte militairement la main à son front chauve et grisonnant. « Salut ! dit-il, salut la compagnie ! »

M. le président : Vous êtes prévenu de vivre en état de vagabondage. Vous n'avez ni domicile fixe, ni moyens d'existence.

Jean Pivot : Et voilà bien long-temps de cela ; je devrais bien, comme tant d'autres, avoir place à la grande gamelle ; mais les plus pressés sont les plus goulus, et je ne sais pas ce que c'est que d'avoir de la chance.

M. le président : Vous ne travaillez pas ?

Jean Pivot : Travailler ! c'est pas ma profession, et d'ailleurs j'y suis pas susceptible. Ce n'est pas quand on a eu les pieds gelés en Russie qu'on peut faire grand chose. Quand je dis les pieds gelés, j'exagère, et je n'aime que mon compte bien juste ; j'ai eu la plante des pieds gelée à la retraite de Russie.

M. le président : Vous n'avez pas de pension ?

Jean Pivot : Aucune ; les pensions me sont totalement étrangères, et je vous prie de croire que quand on a eu la plante des pieds gelée, on a bien droit à quelque chose. Aussi, c'est à l'Etat à me nourrir. Ainsi envoyez-moi au dépôt et n'en parlons plus.

Le Tribunal condamne le prévenu, qui déjà plus d'une fois a été inculpé du même délit, à 3 mois de prison et 5 ans de surveillance.

Jean Pivot : Bien obligé, voilà encore un trimestre de pension de réglé.

— Victor Lopin, âgé de vingt-cinq ans, est, depuis huit ans, porteur à la Halle. Depuis ce temps, il a transporté dans sa hotte plus de légumes qu'il n'en faudrait pour alimenter Paris pendant un mois, et jamais il n'a manqué une carotte ou un navet à la cargaison qui lui était confiée. Aussi invoque-t-il ses antécédens pour repousser la prévention qui l'amène sur les bancs de la police correctionnelle. Victor Lopin est prévenu d'avoir détourné à son profit une hotte de choux et d'artichauts qu'il avait été chargé de remettre à la femme Bisson, marchande à la Halle.

La personne qui avait confié cet envoi à Lopin, vient déclarer qu'elle lui en a fait le dépôt, et la femme Bisson déclare qu'elle n'a rien reçu.

Le prévenu : M^{me} Bisson n'y était pas, et j'ai déposé les légumes auprès de la gardeuse.

M. le président, à l'huissier : Appelez la femme Arnould.

La femme Arnould : Me voilà !... je suis gardeuse à la Halle. L'énonciation de l'état de cette femme excite l'hilarité de l'auditoire, comme naguères, à la Cour d'assises, lorsque, dans l'affaire du vol des médailles de la Bibliothèque, M. Raoul-Rochette vint déclarer qu'il était conservateur des médailles.

M. le président, au témoin : Vos nom et prénoms.

La femme Arnould : Faut-il les dire tous ?

M. le président : Certainement.

La femme Arnould : C'est que ça sera un peu long, vu que j'ai des noms comme si j'avais eu tous les saints du calendrier pour parrains. Enfin, c'est égal, puisque vous le voulez, je m'appelle Rose-Sophie-Victoire-Marie-Elisabeth Rigaud, femme Arnould.

M. le président : Lopin déclare qu'il vous a confié une hotte de choux et d'artichauts pour remettre à la femme Bisson.

La femme Arnould : Il a dit ça, le cadet ? Eh bien ! c'est une carotte ! Si il me l'avait confiée, c'est hotte, j'l'aurais remise, puisque je suis gardeuse à la Halle... (Au greffier, qui est occupé à écrire) Allez ! allez ! vous pouvez écrire ce que je dis ; je ne crains rien ; c'est la vérité ; mettez : La femme Arnould, gardeuse à la Halle, et je signerai, dà !

Le prévenu : Comment ! M^{me} Arnould, vous pouvez dire que je ne vous ai pas donné une hottée pour M^{me} Bisson ?

La femme Arnould : J'en suis bien fâché, garçon, parce que je te connais, que j'ai tenu le petit à Guignet avec ton père... Mais chacun pour soi, Dieu pour tous... Si t'as tortillé les légumes, faut le dire... Ces Messieurs n'ont pas l'air si méchant.

Le prévenu : J'vous en veux pas, madame Arnould, mais vous avez bien peu de mémoire... enfin c'est l'âge.

La femme Arnould : De quoi, l'âge ! j'n'ai que la soixantaine, entends-tu, et je ne tombe pas encore dans les infirmes ; je suis gardeuse à la Halle, c'est vrai ; mais pour que je garde, il faut que l'on me confie... c'est clair, ça, garçon !

Le Tribunal condamne Victor Lopin à deux mois d'emprisonnement.

— Hier, vers huit heures du soir, une rixe horrible et sanglante a eu lieu entre des ouvriers chez le sieur Nicolas, cabaretier à Bercy. Des garçons boulangers étaient réunis dans une salle, et avaient déjà bu une grande quantité de vin, lorsque des ouvriers du port (rouleurs), avec qui un d'eux avait eu précédemment quelques contestations, se présentèrent à la porte de la salle, en manifestant l'intention d'y pénétrer. Les boulangers s'y refusèrent, et après quelques paroles menaçantes échangées, chacun d'eux s'empara d'une bouteille pour en faire une arme défensive. Mais cette attitude hostile n'imposa pas aux agresseurs, ils entrèrent pêle-mêle dans la salle et la lutte s'engagea tout aussitôt. Soit accidentellement, soit avec connaissance de cause, les lumières furent éteintes tout-à-coup. Le combat alors continua dans l'obscurité, et, au milieu d'une épouvantable confusion, ces malheureux se frappèrent indistinctement avec fureur, et sans savoir même s'ils avaient affaire à un ami ou à un ennemi.

La force armée intervint enfin, et parvint à comprimer cette lutte, qui sera mortelle très probablement pour quelques-uns des combattans. M. Duchaussoy, adjoint du maire, releva sept blessés, dont plusieurs ont reçu des coups de couteau et sont atteints de blessures très graves. Ce premier devoir accompli, l'honorable magistrat a expédié au dépôt de la préfecture huit de ces lutteurs acharnés, qui, bien que blessés eux-mêmes, mais légèrement, ne semblaient témoigner rien moins que des regrets de leur conduite.

L'instruction, commencée tout aussitôt, fera connaître les véritables auteurs de cette collision déplorable.

— Une véritable scène de cannibales a ensanglanté hier le marché des Prouvaires : deux jeunes gens à peine sortis de l'enfance, se sont battus en plein jour, avec un acharnement de bouledogues ; ils se mordaient et se déchiraient avec fureur. Enfin l'un d'eux termina cette horrible lutte en plongeant son couteau tout entier dans le flanc de son adversaire. Le blessé a été transporté immédiatement dans le restaurant de M. Court, qui lui a retiré le

coureau qu'il avait encore dans le flanc. M. le docteur Félix Le-gros qui se trouvait heureusement sur les lieux, a donné au blessé les soins que réclamait sa position. L'auteur de cette grave blessure a été arrêté.

Hier une rixe sanglante a eu lieu dans le café du sieur Topinot, à la barrière du Maine. M. N. . . , frère d'un ancien employé de la préfecture de police, venait d'entrer dans la salle de billard, la table un peu échauffée, sans doute à la suite d'un dîner nombreux et bruyant, lorsque le mot de mouchard, prononcé par une des personnes qui se trouvaient dans le café, frappe son oreille. A tort ou à raison, M. N. . . pensa que cette épithète s'adressait à lui; aussitôt il se rua à coups de canne sur un groupe placé devant le comptoir, et atteignit en même temps d'une manière grave le garçon qui cherchait à le retenir. En vain on se précipita sur lui pour l'arrêter. D'une haute stature et d'une force prodigieuse, M. N. . . résista, et ce ne fut qu'après une lutte prolongée que le maître de l'établissement parvint, avec l'assistance de la garde que l'on s'était vu forcé de requérir, à s'emparer de lui. Il a été conduit au poste de la barrière et de là dirigé vers le dépôt.

—Loriquet n'est pas comme son célèbre homonyme un ennemi déclaré des lumières; il cherche à les répandre au contraire le plus qu'il peut. C'est son existence, sa vocation, et ce matin il s'est exposé lui-même au plus grand danger pour témoigner plus vivement de son zèle pour leur bienheureuse propagation. Modeste, mais ardent débaucheur de ces allumettes physiques ignifères, à qui l'annonce attribue complaisamment une origine allemande, pour leur donner sans doute plus de grave authenticité, Loriquet s'était installé au

coin de la rue du Temple et du boulevard, cherchant à attirer la pratique, vantant sa marchandise et faisant jaillir par le frottement mille étincelles des murs, des arbres et même des pavés, quand tout à coup passe avec la rapidité de l'éclair un élégant tilbury dont la roue rase l'éventaire étendu aux pieds du marchand. La poudre fulminante d'un paquet éclate sous la pression de la roue; le feu se communique au milieu d'allumettes accumulées sur la boutique ambulante, et toute la fortune de Loriquet éclate en fusées. Surpris d'abord, furieux bientôt, le débaucheur pyrogénique s'élance alors par dessus le feu d'artifice improvisé avec le vélocé empressement du renommé cerf incombustible de Franconi. Il court après l'incendiaire tilbury, l'arrête, saisit le malencontreux dandy qui a causé ce vacarme, et, assisté de quelques passans, l'amène devant le commissaire de police, où l'affaire s'éteint facilement moyennant une convenable indemnité.

— ATHÈNES, 15 août.—Le journal l'Espérance vient d'être mis en jugement pour outrage à la personne du Roi, et offense envers le gouvernement. L'Espérance représentée par une jeune homme qui cumule la charge d'éditeur responsable avec les fonctions de porteur du journal, a été condamné sur le second chef à trois mois de prison, et 100 drachmes d'amende. M. Lenides, rédacteur en chef a été renvoyé de la plainte.

22 août. On vient de procéder à l'arrestation du colonel Grivas et de le transporter à Nauplie où il doit passer devant une cour martiale. On l'accuse d'avoir commis de nombreuses exactions envers des paysans de la Romélie, et d'avoir soustrait des sommes dans la caisse du régiment.

On craignait que cette arrestation n'occasionnât quelques troubles, Grivas étant fort aimé de ses soldats.

— NEILSHEIM (grand-duché de Bade), 15 septembre.—Un meurtre a été commis chez nous. La femme de l'ancien bourgmestre Bindgen, âgée de 84 ans, a été étranglée dans sa maison par des voleurs qui ont profité de l'absence du maître et des domestiques pour commettre ce crime et enlever ce qu'ils ont pu, y compris l'argent qui était dans un tiroir de la commode.

— L'excellent Dictionnaire grec-français de M. Planche, reproduit sur un plan nouveau, a été, avec la collaboration de MM. Vendel-Heyl et Alex. Pillon, augmenté de quinze mille articles et mis au niveau des connaissances actuelles. C'est donc aujourd'hui un Dictionnaire complet de la langue grecque. Rien de ce qu'on doit trouver dans un livre si difficile à faire n'a été négligé, ni omis.

— Sous peu de jours les airs avec accompagnement de piano de Guise ou les Etats de Blois, seront en vente au bureau de la société des compositeurs réunis, rue Grange-Batelière, 26. L'opéra de M. Onslow obtient chaque soir un succès croissant.

— Le local du 113, cette célèbre maison de jeu du Palais-Royal, vient d'être loué pour 20 ans par la Brasserie anglaise. A partir du 1^{er} janvier, époque où ferment les maisons de jeux, une vaste succursale de consommation sera donc ouverte par la Brasserie anglaise, au Palais-Royal. On sait l'immense succès qu'obtient pendant l'été l'établissement ouvert depuis long-temps par la Brasserie anglaise, aux Champs-Élysées; son nouveau centre de consommation du Palais-Royal ne peut manquer d'avoir la vogue en toutes saisons, et surtout l'hiver.

Librairie de LE NORMANT, éditeur du MANUEL DE DROIT FRANÇAIS, par PAILLET (9^e édit.), rue de Seine, 8, Paris

DICTIONNAIRE GREC-FRANÇAIS PAR J. PLANCHE,

COMPOSÉ SUR LE THESAURUS LINGUE GRECE DE HENRI ESTIENNE. — NOUVELLE ÉDITION (1838) SUR UN PLAN ABSOLUMENT NOUVEAU.

AUGMENTÉE de plus de 15,000 ARTICLES, d'après les travaux de la critique moderne, et formant un DICTIONNAIRE COMPLET de la langue GRECQUE, par L.-A. VENDEL-HEYL, professeur au Collège royal de Saint-Louis, et ALEXANDRE PILLON, de la Bibliothèque royale.

UN VOLUME IN 8°, 1550 pages imprimé en petit-texte sur trois colonnes. — PRIX : en feuilles, 14 francs; relié en parchemin ou toile, 15 francs; en basane, 15 francs 50 centimes.

— On peut se procurer la PRÉCÉDENTE ÉDITION DU MÊME OUVRAGE au prix de 11 fr., en feuilles; 12 fr., relié en parchemin ou toile; et 12 fr. 50 c. relié en basane.

SIROP DE LAIT D'ANESSE DE MICARD.

PECTORAL PAR EXCELLENCE pour guérir les toux, les rhumes, les catarrhes et toutes les maladies de poitrine. 6 fr. la fiole, 3 fr. le demi-flocon. Aux pharmacies MICARD, rue Saint-Lazare, 80, et Pelletier, rue Saint Honoré, 331.

CAPSULES GÉLATINEUSES

Au Baume de Copahu, pur, liquide, sans odeur ni saveur. DE MOTHES, seules autorisées par brevet d'invention, de perfectionnement, ordonnance du Roi, et approuvées par l'Académie royale de médecine de Paris, comme seules infaillibles pour la prompte et sûre guérison des MALADIES SECRÈTES invétérées, ÉCOULEMENTS récents ou chroniques, FLUEURS BLANCHES, etc., etc. S'adresser chez MM. MOTHES, rue Ste-Anne, 20, à Paris, ou à M. DUBLANC, pharmacien, dépositaire général, rue du Temple, 139. — Dépôt dans toutes les pharmacies. — Prix de la boîte de 36 CAPSULES : 4 fr.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES.

ÉTUDE DE M^e AD. SCHAYÉ, AGRÉÉ, Rue Neuve-St-Eustache, 36.

D'une sentence arbitrale rendue à Paris, le 29 août dernier par MM. Rousseau, Avenan et Thuillier arbitres-juges, enregistrée et signifiée, et revêtue de l'ordonnance d'exequatur de M. le président du Tribunal de commerce.

Entre : 1^o Le sieur Henri-Etienne-Bernard comte de SASSENEY, propriétaire des mines de Seyssel, demeurant à Paris, rue Mont-Thabor, 24, demandeur;

2^o Le sieur Auguste DE CHEVILLY, négociant, demeurant aussi à Paris, rue Hauteville, 35;

3^o Le sieur Hippolyte-Pierre EYQUEM, négociant, entrepreneur de bitume, demeurant également à Paris, rue Hauteville, 35;

4^o MM. Jean-Marie-Dieudonné BIET, architecte, demeurant à Paris, rue Hauteville, 24, et Marie-Alexandre ORBAN propriétaire, demeurant aussi à Paris, rue Vieille-du-Temple, 54; tous deux au nom et comme syndics provisoires de la faillite dudit sieur Eyquem;

Ces trois derniers défendeurs à la demande du comte de SASSENEY.

Il appert que la société qui a été formée entre MM. de Sassenay, Eyquem et de Chevilly pour l'exploitation du bitume des mines de Seyssel, par acte passé devant M. Daloz et son collègue notaires à Paris, le 6 novembre 1833, enregistré;

Est dissoute à partir du 30 avril 1834;

Que l'actif de ladite société existant audit jour 30 avril 1834 est et demeure attribuée à M. de Sassenay à titre de liquidation et partage entre les associés;

Et qu'il n'y a lieu à la nomination d'un liquidateur.

Pour extrait : SCHAYÉ.

D'un acte sous signatures privées fait double à Paris, le 18 septembre 1837, enregistré le 20 du même mois par Chambert qui a reçu 9 f. 90 c. pour droits;

Il appert que MM. Eugène-François-Jean-Louis-GRIVARD, mécanicien, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 79 et Pierre-Firmin HOUMAIN, relieur, demeurant à Paris, passage Saint-Roch, 15, rue Saint-Honoré, se sont associés pour exploiter en commun la profession de relieur.

La société est contractée pour six années à partir du 1^{er} septembre courant et la raison de commerce est GRIVARD et HOUMAIN. Le siège de la société est fixé passage Saint-Roch, 15, mais pourra être transporté ailleurs. La mise de fonds est de la somme de 750 fr. apportée en entier par M. Grivard. Les effets souscrits pour achat de marchandises ou autres objets n'engageront la société que tout autant qu'ils seront revêtus de la signature particulière des deux associés.

Pour extrait : A. LADEVEZE.

D'un acte passé devant M. Schneider et son collègue, notaires, à Paris, le 12 septembre 1837, enregistré;

Il appert que M. Pierre-Armand GAUTIER, chef d'institution, demeurant à Neuilly-sur-Seine, avenue de Madrid, 1;

Et M. Marc-Antoine-Hortensius-Alboise DU PUJOL, professeur suppléant de mathématiques au collège Bourbon, demeurant à Paris, rue St-Nicolas-d'Antin, 59;

Ont établi entre eux une société en nom collectif pour la gestion d'un pensionnat de jeunes gens, à Neuilly-sur-Seine, près Paris, dont M. Gautier est seul titulaire.

Le siège de la société a été fixé à Neuilly, avenue de Madrid.

Il a été dit que la société durerait tant que la pension aurait les éléments nécessaires d'existence, et qu'elle commencerait à compter du 1^{er} octobre 1837.

Que la signature sociale contiendrait les noms GAUTIER et DU PUJOL, et que chacun des associés pourrait en faire usage.

Que cependant la société ne pourrait être obligée que par des billets ou autres engagements portant les signatures des deux associés.

Il appert que M. Pierre-Armand GAUTIER, chef d'institution, demeurant à Neuilly-sur-Seine, avenue de Madrid, 1;

Et M. Marc-Antoine-Hortensius-Alboise DU PUJOL, professeur suppléant de mathématiques au collège Bourbon, demeurant à Paris, rue St-Nicolas-d'Antin, 59;

Ont établi entre eux une société en nom collectif pour la gestion d'un pensionnat de jeunes gens, à Neuilly-sur-Seine, près Paris, dont M. Gautier est seul titulaire.

Le siège de la société a été fixé à Neuilly, avenue de Madrid.

Il a été dit que la société durerait tant que la pension aurait les éléments nécessaires d'existence, et qu'elle commencerait à compter du 1^{er} octobre 1837.

Que la signature sociale contiendrait les noms GAUTIER et DU PUJOL, et que chacun des associés pourrait en faire usage.

Que cependant la société ne pourrait être obligée que par des billets ou autres engagements portant les signatures des deux associés.

Pour extrait : SCHNEIDER.

Suivant acte passé devant M. Henry-Joseph Vesque, notaire, à la résidence de Triel, canton de Poissy (Seine-et-Oise), soussigné en minute et en présence de témoins, le 15 septembre 1837 portant cette mention :

Enregistré à Poissy le 16 septembre 1837, fol. 53 recto, c. 3; reçu 5 fr. en principal, et 50 cent. de décime. Signé : H. Labbé.

M. Charles SÉGUIN, ingénieur civil, demeurant à Paris, rue de Gaillon, 15;

Ayant agi en son nom personnel et comme mandataire de M. Paul Séguin, son frère, aussi ingénieur civil, demeurant à Paris, rue Gaillon, 15, fondé de sa procuration spéciale, passée devant M. Vieville et son collègue, notaires à Paris, le 1^{er} juin 1836, dont une expédition est jointe à l'acte présentement extrait.

A formé une société qui sera en nom collectif pour MM. Séguin et en commandite à l'égard des personnes qui deviendront, à quelque titre que ce soit, propriétaires des actions dont sera ci-après parlé.

Le siège de la société sera à Paris, rue Gaillon, 15; mais il pourra être transporté à Triel, après la livraison du pont ci-après.

La raison sociale sera SÉGUIN frères et C^e.

L'objet de la société est de gérer et administrer le pont qui sera construit sur la Seine à Triel, en remplacement du bac actuellement existant, par MM. Séguin frères, en vertu de l'adjudication qui a été prononcée en leur faveur à la préfecture de Seine-et-Oise, le 11 juillet 1837, et qui leur concède le droit de péage sur ce pont pendant quatre-vingt-dix-neuf ans; l'objet de la société est aussi de pourvoir à l'entretien du pont et de percevoir le péage pendant le temps accordé par l'adjudication, et les prorogations qui pourraient avoir lieu; et la construction duquel pont sera faite à forfait par MM. Séguin frères, à leurs frais et risques, moyennant l'abandon qui leur est fait des six cents actions dont on va parler.

Cette société commencera du jour de l'acte présentement extrait, et finira en même temps que le péage du pont.

Le fonds social se composera du péage pont; il sera représenté par six cents actions de 500 fr.

chacune qui seront signées et délivrées par M. Charles Séguin, au nom de la société.

Toutes ces actions seront nominatives; elles seront extraites d'un registre à souche, lequel sera déposé chez le notaire de la société.

La transmission s'en opérera par simple endossement.

MM. Séguin frères seront gérants de la société jusqu'à ce que l'assemblée des actionnaires qui aura lieu dans le mois qui suivra la réception du pont, ait nommé un seul gérant pour les remplacer.

M. Charles Séguin, pendant la gérance de son frère et de lui, aura seul la signature.

Pour extrait : VESQUE et SCHELLE.

Suivant acte passé devant M. Carlier et son collègue notaires à Paris, le 16 septembre 1837, enregistré;

M. Eugène-Florent KAEPPÉLIN, imprimeur-lithographe, demeurant à Paris, rue du Croissant, 20, a formé une société en commandite par actions entre lui et les personnes qui adhèrent aux statuts de ladite société en prenant des actions.

M. Kaepelin est seul gérant-responsable, les autres associés ne sont que simples commanditaires, engagés seulement jusqu'à concurrence du montant de leurs actions. Le but de la société est l'exploitation et l'agrandissement du bel établissement d'imprimerie-lithographie et de commerce de pierres lithographiques que M. Kaepelin possède et fait valoir à Paris, rue du Croissant, 20. La durée de la société a été fixée à vingt ans, du 1^{er} octobre 1837 au 1^{er} octobre 1857. La raison sociale est Eugène KAEPPÉLIN et Comp. Le siège de la société est fixé à Paris, rue du Croissant, 20; toutefois le gérant aura droit de le transporter dans tout autre local à Paris, en annonçant ce changement par la voie des journaux. Le fonds social a été fixé à 150,000 fr., représentés par 750 actions de 200 fr. chaque, dont 250 resteront à la souche pour n'être émises que lorsque les besoins de la société l'exigeront; 175 appartiront au gérant et les 325 autres seront émises immédiatement. Elles seront nominatives ou au porteur au choix des preneurs, extraites d'un registre à souches qui restera entre les mains du gérant; elles seront numérotées de 1 à 750 et signées par le gérant. La société est administrée par M. Kaepelin qui est seul directeur-gérant, il a seul la signature sociale, mais il ne peut en user que pour les affaires concernant la société. L'assemblée générale des actionnaires pourra prononcer la dissolution de la société et la reconstituer sur de nouvelles bases, mais les décisions à ce sujet ne seront valables qu'autant qu'elles seront approuvées par les porteurs des dix-huit vingtièmes des actions émises. Enfin, l'assemblée générale des actionnaires pourra en cas de perte de moitié sur le fonds social, prononcer la dissolution de la société.

ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M. Furcy-Laperche, avoué à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, 3. — Adjudication préparatoire, le samedi 30 septembre 1837, au Palais-de-Justice.

D'un TERRAIN et construction, à Paris, rue d'Enfer-St-Michel, 70.

Mise à prix, 21,000 fr.

S'adresser pour les renseignements à M. Furcy-Laperche, avoué poursuivant.

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE.

Sur la place du Châtelet.

Le mercredi 27 septembre, à midi.

Consistant en montres vitrées, comptoirs, bureaux, table, couteaux, rasoirs, etc. Au compt.

Consistant en presses d'imprimerie, caractères, casters, planches, armoire, etc. Au cpt.

Consistant en piano, tables, glaces, chaises, grayures, poêle en faïence, commode, etc. Au c.

Le samedi 30 septembre 1837, à midi.

Consistant en secrétaire, commode et tables en noyer, chaises fourneau, glaces, etc. Au ct.

Sur la place de la commune de Vaugrard.

Le dimanche 1^{er} octobre 1837, à midi.

Consistant en table ronde en bois de noyer, bureau à cylindre en acajou, etc. Au comptant.

LIBRAIRIE.

En vente chez les principaux Libraires.

REFLEXIONS sur la Banque générale du commerce et de l'industrie, sous la raison JACQUES LAFFITTE et C^e, au capital de 55 MILLIONS; par A. LEBAUDY, négociant, — Prix : 50 c.

AVIS DIVERS.

LE SÉMAPHORE DE MARSEILLE annonce qu'on vient de constater l'efficacité du charbon végétal dans le choléra. Plusieurs malades ont été guéris par son emploi. On trouve ce charbon préparé par doses à la pharmacie DRIOT, ancien fournisseur de la maison du Roi, rue St-Honoré, 247, en boîte de 48 paquets. Prix : 2 fr.

PORTER ET SCOTCH ALE.

Le véritable porter de Londres et le véritable bière d'Ecosse, le rhum de la Jamaïque, les vins de Madère, de Porto et de Xérès, premières qualités, se trouvent toujours au dépôt de THE de la Compagnie anglaise, place Vendôme, 23.

SIGNATURE sur chaque col en VRAIE CRISTOLINE OUDINOT, chef-d'œuvre d'industrie. 5 ANS DE DURÉE; place de la Bourse, 27.

Kaiffa d'Orient.

Cet Aliment pectoral et stomacal est breveté du gouvernement; il est sain, très nutritif, et guérit les gastrites et toutes les irritations de poitrine et d'estomac. A la pharmacie, rue J.-J. Rousseau, 21.

Pommade préparée d'après la formule de DUPUYTREN

Par MALLARD, pharmacien. Dépôts, passage Choiseul, 25, à Versailles, rue Satory, 22.

Pour la croissance, contre la chute et l'albion des CHEVREUX. Pharm., r. d'Argenteuil, 31.

POUDRE PERUVIENNE

Autorisée par brevet et ordonnance du Roi. Pour la conservation des Dents et Gencives.

Elle leur donne cet incarnat et ce brillant qui font un des plus beaux ornements du visage. Pharm., r. du Roule, 11, près celle Prouvaires.

MÉMOIRE SUR LA GUÉRISON RADICALE DES DARTRES

ET DES MALADIES SECRÈTES.

Par la méthode végétale, dépurative et rafraichissante du docteur BELLIOU, rue des Bons-Enfants, 32, à Paris. — Rapport de quatre docteurs de la Faculté de médecine de Paris, constatant la supériorité de cette nouvelle méthode sur celles connues jusqu'à ce jour. — 7^e édit., 1 vol. in-8° de 600 pages, 6 fr. et 8 fr. par la poste. — A PARIS, chez BAILLÈRE, libraire, rue de l'École-de-Médecine, 13 bis, et chez l'auteur, qui traite par correspondance. (Affranch.)

MALADIE SECRÈTE, DARTRES

BISCUITS DÉPURATIFS du docteur OLLIVIER, approuvés par l'Académie de Médecine. Il consulte et expédie rue des Prouvaires, 10, à Paris. Dépôts en province.

TRIBUNAL DE COMMERCE.

ASSEMBLÉES DE CRÉANCIERS.

Du lundi 25 septembre.

Heures.

Bourlier, md de vins, concordat. 10

Chemery aîné, voyageur en vins. 10

Picot, boulanger, délibération. 10

Barruch-Veill, entrepreneur de bâtiments, vérification. 10

Bélangé, md de meubles, remise à huitaine. 10

Demarquay, md épicer, clôture. 10

Darrac, négociant, id. 10

Lacugne, dit Lacugne et C^e, entrepreneur de porcelaines, syndicat. 11

Gélas, md de merceries et nouveautés, id. 1

Follet, md régisier, clôture. 3

Margaine, fabricant de porcelaines, vérification. 3

Frezon, teinturier, id. 3

Du mardi 26 septembre.

Gogue, md boucher, syndicat. 10

V^e L'empire, ancienne md bouchère, clôture. 10

Javon, layelier, id. 10

Veaudeau, tailleur, id. 1

Raoult, fabricant de bijouterie en cuivre, id. 1

Levy-Cerf, md tailleur, id. 3

Isnard, négociant, concordat. 3

Bouzaïn, md de vins, syndicat. 3

Prévost, tapissier, contrat d'union. 3

CLOTURE DES AFFIRMATIONS.

Septembre. Heures.

Despérance, md de nouveautés, le 27 12

Lemoine, restaurateur, le 27 12

Vazelle, md de meubles, le 27 13

Bontoux père et fils, mds de comestibles, le 28 10

Dlle Chevallier, limonadière, le 30 3

PRODUCTIONS DE TITRES.

Veillez, marchand de bois, à Paris, rue d'Enfer, 89.—Chez M. Charlier, rue de l'Arbre-Sec, 46.

DECLARATIONS DE FAILLITES.

Du 19 septembre 1837.

Voisine, marchand de draps, à Paris, rue St-Antoine, 51.—Juge-commissaire, M. Desportes; agent, M. Breuilleard, rue St-Antoine, 81.

Du 22 septembre 1837.

Foulon, peintre en bâtiments, à Batignolles, commune de Clichy, 5.—Juge-commissaire, M. Leroy; agent, M. Magnier, rue du Helder, 14.

Deturmenyes, confectionneur de lingerie, à Paris, rue Saint-Denis, 142.—Juge-commissaire, M. Chauviteau; agent, M. Breuilleard, rue St-Antoine, 81.

Vlanay, entrepreneur de menuiserie, rue des Trois-Couronnes, 40, commune de Belleville.—Juge-commissaire, M. Thourreau; agent, M. Fleurens, rue de Valois, 8.

DÉCES DU 21 SEPTEMBRE.

M. de Junquères, rue St-Nicolas-d'Antin, 48.

—M. Mana, rue de Tivoli, 25. —M. Carpentier, place de la Bourse, 10. —M. Fontanes, rue de Navarin, 27. —M. Guillor, rue Montorgueil, 65. —M. Boisnard, rue du Faubourg-du-Temple, 83. —M. Moreau, boulevard St-Martin, 11. —M. Delpon, rue du Vieux-Marché, 15. —M. Jung, rue Bourbillon, 11. —Mme veuve Poraniru, dite Marilly, née Petit, rue d'Orléans, 15, au Marais. —Mlle Villelongue, mineure, rue St-Claude, 12. —M. Costaz, rue Picpus, 6 bis. —Mme veuve Brault, née Bouttevillein, rue Saint-Jacques, 236.

BOURSE DU 23 SEPTEMBRE.

A TERME.

5^e 1/2 comptant... 108 45 08 45 108 40 108 40

— Fin courant... 108 45 108 45 108 45 108 45

3^e 1/2 comptant... 79 70 79 75 79 70 79 70

— Fin courant... 79 75 79 75 79 75 79 75

R. de Napl. comp. 98 30 98 30 98 20 98 20

— Fin courant... 98 40 98 40 98 40 98 40

Act. de la Banq. 2435 — Empr. rom... 101 —

Obl. de la Ville. 1160 — dett. act. 21 3/4